



**RÉGION ACADEMIQUE
PROVENCE-ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

REGION ACADEMIQUE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

DIRECTION REGIONALE ACADEMIQUE DE LA POLITIQUE IMMOBILIERE DE L'ÉTAT.

SERVICE ACADEMIQUE CHARGE DE L'IMMOBILIER DE L'ÉTAT

ACADEMIE DE NICE

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE CONSULTATION

Mode de consultation

Procédure adaptée - articles L2123.1 R2123.1 et R2123.4
et R2123.5 du Code de la Commande Publique

**Travaux de mise en oeuvre d'une installation de
GESTION TECHNIQUE DU BATIMENT (GTB)
sur le site « CAP DE CROIX » à NICE**

Date limite de remise des offres

Lundi 17 février 2025 – 17h00

Le présent document comporte 18 pages

SOMMAIRE

Article 1. Objet de la consultation et intervenants.....	3
1.1 <i>Objet de la consultation</i>	<i>3</i>
1.2 <i>Intervenants.....</i>	<i>3</i>
Article 2. Etendue de la consultation.....	3
2.1 <i>Définition de la procédure.....</i>	<i>3</i>
2.2 <i>Allotissement.....</i>	<i>4</i>
2.3 <i>Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....</i>	<i>4</i>
2.4 <i>Variantes</i>	<i>4</i>
2.5 <i>Délai de validité des offres</i>	<i>4</i>
2.6 <i>Forme juridique du groupement.....</i>	<i>5</i>
2.7 <i>Sous traitance.....</i>	<i>5</i>
Article 3. Caractéristiques du contrat.....	5
3.1 <i>Tranches.....</i>	<i>5</i>
3.2 <i>Prix des prestations</i>	<i>5</i>
3.3 <i>Mode de règlement du marché et modalités de financement.....</i>	<i>5</i>
3.4 <i>Délais et durée</i>	<i>6</i>
3.5 <i>Clauses sociales et environnementales.....</i>	<i>6</i>
3.6 <i>Conditions particulières d'exécution</i>	<i>6</i>
3.7 <i>Appréciation des équivalences dans les normes.....</i>	<i>6</i>
3.8 <i>Garantie particulière pour matériaux de type nouveau (ou biosourcés).....</i>	<i>6</i>
3.9 <i>Dispositions relatives aux prestations intéressant la défense</i>	<i>7</i>
3.10 <i>Propriété intellectuelle.....</i>	<i>7</i>
3.11 <i>Marché public réservé.....</i>	<i>7</i>
3.12 <i>Prestations modificatives.....</i>	<i>7</i>
Article 4. dossier de consultation des entreprises.....	8
4.1 <i>Contenu du dossier de consultation.....</i>	<i>8</i>
4.2 <i>Modalité de retrait du dossier de consultation.....</i>	<i>8</i>
4.3 <i>Changement de détail du dossier de consultation.....</i>	<i>8</i>
4.4 <i>Date limite de dépôt de question.....</i>	<i>9</i>
Article 5. Réponse des entreprises.....	10
5.1 <i>Visite OBLIGATOIRE des lieux</i>	<i>10</i>
5.2 <i>Réponses multiples</i>	<i>10</i>
5.3 <i>Groupement d'entreprises.....</i>	<i>10</i>
5.4 <i>Condition d'envoi ou de remise des plis.....</i>	<i>10</i>
5.4.1 <i>Documents à transmettre relatifs à la candidature</i>	<i>10</i>
5.4.2 <i>Documents à transmettre relatifs à l'offre</i>	<i>12</i>
Article 6. examen des candidatures et jugement des offres	13
6.1 <i>Examen des candidatures.....</i>	<i>13</i>
6.2 <i>Examen des offres.....</i>	<i>13</i>
Article 7. Négociation.....	15
Article 8. REGULARITE DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE	16
Article 9. Renseignements complémentaires.....	17
9.1 <i>Renseignements techniques et administratifs.....</i>	<i>17</i>
9.2 <i>Recours.....</i>	<i>18</i>
9.3 <i>Information des candidats.....</i>	<i>18</i>

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION ET INTERVENANTS

1.1 *Objet de la consultation*

La présente consultation a pour objet les travaux de mise en oeuvre d'une installation de GTB sur le site « Cap de Croix » à Nice et comprenant les bâtiments suivants :

- **Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale des Alpes Maritimes (DSDEN06)**
- **Rectorat de l'Académie de Nice**

Type de marché : Exécution

Les caractéristiques du projet et le descriptif détaillé des travaux à effectuer figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).

Les travaux seront réalisés en site occupé et en activité.

Lieu d'exécution : 53 avenue Cap de Croix – 06181 Nice cedex 2

1.2 *Intervenants*

- Le maître d'ouvrage de l'opération est :

Monsieur le Recteur de la Région Académique Provence Alpes Côte d'Azur

- La conduite d'opération est assurée par la :

Direction Régionale Académique de la Politique Immobilière de l'Etat **DRAPIE**
Service académique chargé de l'Immobilier de l'Etat du Rectorat de Nice
53 avenue Cap de Croix
06181 Nice cedex 2

- Maîtrise d'œuvre :

BET fluides N&B INGENIERIE
629 Chemin Saint Donat
06140 VENCE
Tel 0614977787
Mel : nicolas.bazingette@nbingenierie.com

- Contrôle technique : *Info transmise ultérieurement*
- CSPS coordonnateur sécurité, prévention de la santé : *Info transmise ultérieurement*

ARTICLE 2. ETENDUE DE LA CONSULTATION

2.1 *Définition de la procédure*

La consultation est lancée en **procédure adaptée ouverte** soumise aux dispositions des articles L2123.1 R2123.1 et R2123.4 et R2123.5 du Code de la Commande Publique.

La consultation fait l'objet d'une publicité nationale (BOAMP) (MAPA > 90 000 € HT) avec mise en ligne du DCE sur PLACE sur le profil acheteur « Plateforme des Achats de l'Etat » (PLACE)

La présente consultation donne lieu à un marché public.

La procédure mise en œuvre est une procédure adaptée ouverte avec publicité et mise en concurrence en une seule phase avec possibilité de négociation

Les candidats remettront au pouvoir adjudicateur un dossier comportant l'ensemble des éléments demandés relatifs à la capacité du candidat et à son offre technique et financière.

Le pouvoir adjudicateur analysera au cours d'une phase unique, la recevabilité des candidatures et la valeur des offres au travers de l'ensemble de ces documents sur la base des critères définis dans l'avis et/ou dans le présent règlement de la consultation et retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres.

2.2 Allotissement

L'opération de travaux n'est pas allotie

2.3 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

1 solution technique supplémentaire ou alternative nommée « **PSE** » dans les documents de la consultation doit être également chiffrée. (cf cadre DPGF et CCTP)

N°PSE	
1	SOUS COMPTAGE ENERGIE ELECTRIQUE

Elle sera présentée avec l'offre de base et devra répondre aux mêmes qualités d'utilisation.

Les caractéristiques de la P.S.E. est précisée au CCTP et dans la DPGF.

Le candidat est dans l'obligation de répondre à la P.S.E. dans son offre. A défaut, l'offre est considérée comme irrégulière.

Après examen de celle-ci, le Pouvoir Adjudicateur décide ensuite s'il souhaite la retenir pour l'exécution du marché. Si le pouvoir adjudicateur retient la P.S.E., le titulaire devra alors exécuter celle-ci conformément aux documents contractuels.

2.4 Variantes à l'initiative du candidat

Le dossier de consultation comporte une solution de base à laquelle le candidat devra obligatoirement répondre ; à défaut son offre sera jugée irrégulière.

Les candidats peuvent présenter une offre comportant une ou des variantes qui devront répondre aux mêmes qualités d'utilisation.

Chaque variante proposée comportera une description précise mettant en évidence ses avantages, ainsi qu'une étude sur l'incidence que peuvent avoir les solutions proposées sur la mise en oeuvre et le fonctionnement des installations, avec les incidences éventuelles affectant les installations.

Les variantes proposées ne devront pas dégrader le niveau de prestation décrite au CCTP.

2.5 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

En cas de négociation avec remise d'une nouvelle offre, le délai précité s'entend à compter de la date de remise de cette dernière.

Pendant toute cette période le candidat ne pourra se soustraire à ses engagements, l'acte d'engagement constituant une promesse unilatérale de contrat à laquelle la signature par le Pouvoir Adjudicateur donne force de contrat et dont la notification rend l'acte exécutoire et opposable au co-contractant.

Au-delà du délai de validité, les candidats seront libérés de leur engagement

En participant à cette consultation, le candidat s'engage sur l'offre technique et financière qu'il présente.

S'il est déclaré attributaire, il devra signer l'acte d'engagement qui lui sera présenté par le représentant du pouvoir adjudicateur lors de l'attribution du marché.

2.6 Forme juridique du groupement

Le Pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

S'il s'agit 'un groupement conjoint, le mandataire est obligatoirement solidaire des autres membres du groupement. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.7 Sous traitance

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles L2193-1 à L2193-3 du code de la commande publique et par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

A noter que dans ce cadre, le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Par ailleurs, conformément à l'article R.2193.1 du Code de la Commande Publique, dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées
 - Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
 - Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
 - Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
 - Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.
- Chaque demande de sous-traitance doit faire l'objet d'un document DC4 ; les moyens techniques et humains des sous-traitants doivent être présentés.

ARTICLE 3. CARACTERISTIQUES DU CONTRAT

3.1 Tranches

Sans objet

3.2 Prix des prestations

Les prix forfaitaires sont révisables.

3.3 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les travaux seront financés selon les modalités suivantes : FINANCEMENT ETAT – Support budgétaire en attente.

La maîtrise d'ouvrage se réserve de ne pas donner suite à la présente consultation, à tout moment, en raison de la non attribution du support budgétaire de cette opération.

Les acomptes s'effectueront par virement administratif.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le dépassement de délai de paiement ouvrira de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai

3.4 Délais et durée

Durée d'exécution du marché (hors préparation pour marchés travaux) : 6 Mois à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage des travaux.

Durée période préparation : 1 Mois à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage de la période de préparation des travaux.

Date prévisionnelle de début des prestations : Fin du 1^{er} trimestre 2025

3.5 Clauses sociales et environnementales

Sans objet.

3.6 Conditions particulières d'exécution

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article R2113.7 du CCP.

3.7 Appréciation des équivalences dans les normes

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises pourra être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le candidat pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le candidat devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

3.8 Garantie particulière pour matériaux de type nouveau (ou biosourcés).

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières la clause suivante :

"Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après, mis en œuvre sur sa proposition :

Pendant le délai de ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du(des) matériau(x) et fourniture(s) n'est pas satisfaisante, à le (les) remplacer à ses frais sur simple demande du maître d'ouvrage, par le(s) matériau(x) et fourniture(s) suivant(s) :

*Cette garantie particulière couvre les dommages qui n'engagent pas la présomption de responsabilité
décennale des entreprises."*

3.9 Dispositions relatives aux prestations intéressant la défense

Sans objet.

3.10 Propriété intellectuelle

Sans objet.

3.11 Marché public réservé

Sans objet.

3.12 Prestations modificatives

Les prestations ne figurant pas dans le présent marché mais devenues nécessaires à son exécution pourront donner lieu à des modifications du marché dans les conditions des articles R.2194.1 et suivants du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 4. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

4.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises est constitué des pièces suivantes :

- L'AAPC transmis à publication
- Le présent règlement de consultation (RC) et son annexe (dématérialisation)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) format .xls
- Le cadre d'acte d'engagement valant CCAP et annexe : cadre sous-traitance déclarée à l'offre « DC4 »
- Le modèle d'attestation de visite du site
- Les modèles de formulaires DC1 et DC2 à remettre dans le sous-dossier candidature
- Plans
- 2 DTA
- *Le planning prévisionnel DCE sera transmis en cours de consultation prochainement via PLACE*
- *le cas échéant, en cours de consultation , additifs et rectificatifs diffusés aux candidats*

4.2 Modalité de retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation dématérialisé peut être téléchargé sur la plate-forme électronique durant le temps de la consultation, à partir du site internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Une aide en ligne est disponible sur le site.

Il ne sera pas transmis de dossier sous forme électronique, ni de dossier en « Version papier ».

Le dossier de consultation des entreprises est disponible sur le site de la Plateforme des Achats de l'Etat « PLACE » (profil acheteur) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Référence publique de la présente consultation **DRAPIE06-GTB**

Lien direct Phase d'accès public

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2650884&orgAcronyme=f0g>

Sur la page de la consultation qui s'affiche, aller à la rubrique "action", puis cliquer sur "accéder à la consultation".

ATTENTION : Le dossier de consultation des entreprises peut être téléchargé* anonymement ou après identification. Il est rappelé que les sociétés **qui téléchargent anonymement** le dossier de consultation (où indiquent une **adresse courriel erronée**), ne pourront être informées des éventuels éléments complémentaires au cours de la procédure (communication des réponses de l'administration suite aux questions, report de délai, questions diverses ...).

La société qui s'identifie doit donner une adresse permettant de façon certaine un échange électronique pour les éventuels compléments au cours de la procédure.

Afin d'être informé des échanges, le candidat doit vérifier que l'adresse des échanges avec le profil d'acheteur, « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr », est accessible ou mise sur la liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans l'entreprise et s'assurer que les courriels provenant de cette plateforme/profil acheteur ne sont pas classés dans la rubrique « spam » de sa messagerie électronique.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à la disposition par la personne publique, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats zip, Word, Excel, Pdf, DWG.

Tout candidat ayant retiré un DCE sur la plateforme de dématérialisation sans s'être identifié, ne saurait contester le fait de ne pas avoir reçu les informations complémentaires qui pourront – en cours de consultation – être apportées, dès lors que du fait de son anonymat, celles-ci n'auraient pu lui être transmises

4.3 Changement de détail du dossier de consultation

Le « Rectorat » se réserve le droit d'apporter, au plus tard **six (6) jours** calendaires avant la date limite fixée pour la réception des plis, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats en sont informés par le biais du portail acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr/>
Les candidats devront alors répondre sur la base d'un dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite est reportée, la disposition ci-dessus est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Attention : Les candidats ayant choisi de ne pas s'identifier lors du téléchargement du DCE ne recevront pas d'alerte les informant de ces éventuelles modifications du DCE.

4.4 Date limite de dépôt de question

Les candidats peuvent poser des questions sur la consultation en cours de procédure jusqu'à **huit** jours calendaires avant la date limite de remise des plis. *Au-delà de cette date le Rectorat se réserve la possibilité de ne pas répondre aux demandes de renseignements complémentaires, en considérant qu'elles n'ont pas été transmises en temps utile*

Les questions seront posées sur la plateforme interministérielle PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr> sous la référence publique

Référence publique de la présente consultation **DRAPIE06-GTB**

Lien direct Phase d'accès public

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2650884&orgAcronyme=f0g>

Cliquer sur l'onglet situé à droite « Accéder à la consultation » puis onglet 2 « Question » et onglet « Poser une question »

Un ou plusieurs comptes-rendus apportant les réponses aux différentes questions posées seront diffusés à tous les candidats ayant téléchargés le DCE (en s'identifiant) au plus tard 6 jours calendaires avant la date de remise des offres.

Nota : Si au cours de la procédure, une prolongation de la date limite de réception des plis est effectuée, le Rectorat indiquera aux entreprises, le cas échéant, la nouvelle date limite pour poser des questions.

ARTICLE 5. REPONSE DES ENTREPRISES

5.1 Visite **OBLIGATOIRE** des lieux

La visite des lieux est **OBLIGATOIRE** avant de remettre l'offre.

Compte tenu de la fermeture des services du Rectorat de Nice du 23 décembre 2024 au 03 janvier 2025 inclus, les visites ne pourront s'effectuer qu'à compter du 07 janvier 2025

Les modalités précises de visite (date, horaire et lieu de rendez-vous) seront déterminées en concertation avec le référent technique de la DRAPIE au Rectorat de Nice

► adresser un e-mail au moins 24h00 (hors week-end et jours fériés) avant la date envisagée à jose.pinel@region-academique-paca.fr et en copie à patrice.renou@region-academique-paca.fr

Les questions sont posées sur la plateforme (cf art. 4.4)

Une attestation sera **remise** au représentant du candidat **à l'issue de la visite ; celle-ci devra ensuite être incluse dans l'offre. Plus de visite possible dans les 5 jours calendaires précédant la remise des offres.**

5.2 Réponses multiples

il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

5.3 Groupement d'entreprises

Plusieurs entreprises peuvent se réunir sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire. Toutefois, le mandataire devra obligatoirement être solidaire.

5.4 Condition d'envoi ou de remise des plis

Les candidats doivent remettre leur offre **dématérialisée** sur le site de la plate-forme des achats de l'Etat – **PLACE** (profil acheteur) à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Référence publique de la présente consultation **DRAPIE06-GTB**

Lien direct Phase d'accès public

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2650884&orgAcronyme=f0g>

➔ Voir tous les détails dans l'annexe 1 au présent règlement de consultation

Remarque : La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire à ce stade de la consultation. Le cas échéant, l'administration pourra demander à l'entreprise retenue à l'issue de la consultation de signer son acte d'engagement/CCAP avant l'attribution du marché. Le candidat peut donc choisir de signer son offre (acte d'engagement/CCAP) dès le dépôt de sa candidature. Dans ce cas, pour une offre dématérialisée sur la PLACE, il aura recours à un certificat de signature électronique de type RGS**, conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique et signera uniquement l'Acte d'engagement/CCAP.

5.4.1 Documents à transmettre relatifs à la candidature

Ces formulaires seront datés et complétés par la personne habilitée à engager le candidat

- Lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses co-traitants, en cas de groupement : (formulaire DC1) : complété
- Déclaration du candidat formulaire DC2 complété

- Le cas échéant, pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.
- *Si le candidat est en redressement judiciaire ; production de la copie du ou des jugements prononcés*
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles : **compléter le cadre F du DC2**
- copie de la ou/des attestation(s) d'assurance en cours de validité
- le cas échéant , le/les Certificat(s) de qualifications professionnelles du candidat
*La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.
En cas de groupement la certification professionnelle peut être produite par 1 seul de ses membres.*
- Présentation des moyens humains et matériels (outillage matériel /équipement technique) dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public.
- Références de travaux de même nature exécutés au cours des 5 dernières années. Cette liste fera ressortir, pour chaque référence, sa nature avec indication des caractéristiques principales, son montant, l'époque de réalisation (date), le lieu d'exécution et les organismes ou maîtres d'ouvrage pour lesquels les travaux ont été réalisés.

En cas de groupement, chaque membre produira les pièces listées ci-avant à l'exception du DC1 : pour ce qui est des exigences en matière de chiffre d'affaires et de qualifications professionnelles, l'appréciation de celles-ci sera globale au sein du groupement.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques (sous-traitants par ex.) sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Mise à disposition des documents et renseignement par le biais d'un système électronique

• Conformément aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du Code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

• Par ailleurs, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation avec le Rectorat et qui demeurent valables.

Dans cette hypothèse, il suffit de préciser l'intitulé de cette consultation et la date limite de remise des offres. Néanmoins, le candidat doit vérifier que les documents précédemment transmis sont toujours à jour.

Lorsque le candidat se présente sous la forme d'un groupement, ou qu'il recourt à la sous-traitance, chaque membre du groupement et/ou chaque sous-traitant doit fournir les pièces et documents susmentionnés.

Le candidat doit indiquer dans son dossier de candidature,

- d'une part la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais
et

- d'autre part les modalités précises de consultation de ce système et/ou d'accès à cet espace.

A défaut, la candidature sera considérée comme incomplète.

5.4.2 Documents à transmettre relatifs à l'offre

- L'acte d'engagement /CCAP complété (veiller à bien chiffrer dans ce document la PSE 1)

*Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans un tableau annexe à l'acte d'engagement/CCAP la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux.*

*En cas de **sous-traitance**, l'annexe à l'AE/CCAP portant déclaration de sous-traitance DC4 sera renseignée et sera accompagné de l'ensemble des pièces administratives du sous-traitant, tels que demandés au candidat au titre de la présente consultation. Si le candidat envisage de sous-traiter une partie du marché public, sans avoir arrêté avec quel sous-traitant il entend précisément exécuter le présent marché public, il transmet une liste exhaustive des entreprises auprès desquelles il est susceptible de sous-traiter une partie des prestations du présent marché public.*

L'offre, qu'elle soit présentée par un candidat individuel ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer la prestation (et le montant) pour laquelle la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécutera à la place du titulaire, sauf lorsque ce montant est inférieur à 600 euros TTC.

*L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de **l'avance** prévue à l'article B5 de l'AE/CCAP, ils doivent le préciser dans le document*

- La décomposition du prix global forfaitaire: cadre ci-joint à compléter sans modification. Seule la colonne quantité, qui est fournie à titre indicatif, peut être modifiée.

- Un mémoire technique reprenant les éléments des sous-critères mentionnés au § 6.2 du présent règlement de consultation : 12 pages maximum hors annexes*** (ou 6 recto/verso). Ce document représentera une pièce majeure dans le jugement de la valeur technique de l'offre . La qualité et la précision du mémoire technique permettront, notamment, de vérifier que le candidat a apprécié les difficultés liées au contexte des travaux. *** *fiches techniques etc ...*

Le mémoire aura une valeur contractuelle.

- Autre document non destiné au jugement de l'offre : le/les relevé(s) d'identité bancaire ou postal correspondant(s) à/aux raison(s) sociale(s) et à la domiciliation (s) indiquées dans l'acte d'engagement.

En cas de présentation de variante(s) à l'initiative des candidats (cf art. 2.4 du présent RC)

Les candidats qui souhaitent présenter des variantes fourniront en complément un dossier général « variantes » comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante proposée. Chaque sous-dossier particulier sera constitué de toutes les pièces de l'offre de base qui sont modifiées par la variante (Acte d'engagement/CCAP, DPGF ...)

Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges.

Les variantes proposées devront les exigences minimales prévues au C.C.T.P

Les candidats qui souhaitent présenter une variante devront fournir les justificatifs nécessaires à l'examen et à la compréhension de ces variantes. Ils devront justifier la variante (économiquement et/ou techniquement) et la présenter sous la même forme que l'offre de base .

Rappel : tout candidat proposant une ou plusieurs variantes doit aussi obligatoirement présenter une offre entièrement conforme à la solution de base, telle que définie au dossier de consultation, sous peine de rejet de l'ensemble de son offre ;

ARTICLE 6. EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

Seuls peuvent être ouverts et analysés les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à concurrence et dans le présent document.

6.1 Examen des candidatures

L'acheteur vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie. Cette vérification est effectuée dans les conditions prévues aux articles R. 2144-3 à R. 2144-5 du Code de la Commande Publique .

Le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant vérifie que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaire à l'exécution du marché. Cette vérification peut être effectuée au plus tard avant l'attribution du marché. Les candidatures sont sélectionnées au regard du niveau de capacités professionnelles, techniques et financières qui doivent être suffisantes pour pouvoir répondre à la consultation. Le candidat doit donc apporter des éléments précis concernant ces informations.

En cas de groupement, l'appréciation de ces capacités est globale.

Le présent marché est un marché de travaux pour lesquels les justifications à produire sont les suivantes:

Lot unique	Tranche de Classification	Qualifications et ou références
GTB	EFF2	QUALIFELEC E2

La preuve de la capacité du candidat peut cependant être apportée par tout moyen notamment :

- Un descriptif des effectifs du candidat ;
- Des références de travaux réalisées au cours des 3 dernières années (datées et chiffrées) en rapport et proportionnées avec l'objet du marché, attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate ;

En cas de sous- traitance, l'entreprise ne pourra procéder à l'exécution des prestations sous-traitées que lorsque le DC4, acte spécial, sera signé des deux parties, et notifié par le pouvoir adjudicateur pour acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Dans ce cadre, l'attention du titulaire est attirée sur sa responsabilité personnelle de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

6.2 Examen des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les offres reçues hors délais sont éliminées en application des dispositions de l'article R. 2151-5 du Code de la Commande Publique.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les offres qui n'ont pas été éliminées sont analysées et classées par ordre décroissant.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<i>Critères et sous-critères</i>	<i>Pondération</i>
Prix des prestations	40%
Valeur technique appréciée au vu du contenu du mémoire technique	60%

2 classements seront établis dans l'analyse des offres : « marche de base » et « marché de base+PSE »

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Détail des calculs selon les critères :

01 - Prix des prestations : notée sur 40 points :

Sur la base de la somme du DPGF, le montant de l'offre la moins-disante aura la note de 40/40.

La méthode de calcul utilisée, pour la notation du critère prix des prestations pour les autres candidats est la suivante :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) × Base de notation

La note « prix des prestations » sera arrondie au centième d'unité le plus proche.

Avec :

-Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

-Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

-Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-1, R. 2152-2 et R. 2152-3 du Code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RPA se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le Pouvoir Adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

02 - Valeur technique de l'offre : notée sur 60 points avec :

Sous-critères du mémoire justificatif	Nombre de points maximum par thème
1. Méthodologie d'intervention, moyens humains et techniques mis en œuvre pour les prestations du marché, planning exécution des travaux	35 points
2. Description des matériaux utilisés (fiches techniques des produits fournis)	20 points
3. dispositions prévues, en matière de propreté du chantier, pour assurer la sécurité et l'hygiène et la coactivité avec le personnel du rectorat	5 points

Chacun des thèmes du mémoire justificatif sera apprécié selon le barème ci-dessous :

	Appréciation
100 % de la note	Au-dessus des attentes du Maître d'ouvrage
70 % de la note	Conforme aux attentes du Maître d'ouvrage
30 % de la note	Inférieur aux attentes du Maître d'ouvrage
0% de la note	Absent ou incohérent

La note 0 attribuée à l'un des thèmes constituant le mémoire ne sera pas éliminatoire.
Le nombre de points maximum du mémoire sera de 60 points.

Note globale :

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.
L'offre la mieux classée sera celle qui aura obtenu le nombre de points le plus élevé.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

ARTICLE 7. NEGOCIATION

Le pouvoir adjudicateur peut décider de négocier avec le candidat **ou** les trois premiers candidats arrivé(s) en tête du classement à l'issue d'une première analyse selon les critères de jugement des offres définis article 6.2 du présent règlement. Dans la seconde hypothèse, si le nombre de candidats satisfaisant aux critères annoncés n'atteint pas ce minimum, le pouvoir adjudicateur peut poursuivre la procédure avec les 2 candidats ayant les capacités requises.

La négociation peut être engagée par courrier électronique ou à l'occasion d'un entretien avec le/les candidats, au choix du pouvoir adjudicateur. L'attention des candidats est donc attirée sur la nécessité de communiquer une adresse électronique valide lors du dépôt de leur offre initiale

La négociation pourra porter sur l'ensemble des caractéristiques des offres des entreprises et du besoin exprimé par le pouvoir adjudicateur dans les documents constitutifs du dossier de consultation à l'exclusion des caractéristiques identifiées comme des exigences minimales et des critères d'attribution définis ci-avant.

Ces négociations porteront sur tous les aspects du marché notamment sur :

- le contenu du mémoire technique du candidat,
- l'organisation et compétences de l'entreprise
- les conditions d'exécutions des prestations
- la compréhension des contraintes et objectifs du projet et de la maîtrise d'ouvrage
- l'offre financière,

La négociation sera conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les participants. A cette fin, le maître d'ouvrage s'abstiendra de donner toute information susceptible d'avantager certains participants par rapport à d'autres. Il respectera l'obligation de confidentialité, le respect de la propriété intellectuelle et le savoir-faire des candidats.

Le résultat des négociations participera à l'évaluation finale des offres

En cas de non réponse d'un candidat dans les délais prévus dans la phase de négociation, le pouvoir adjudicateur retiendra, de droit, les conditions arrêtées dans l'offre initiale de ce même candidat pour établir son comparatif.

Pendant la phase de négociation, le pouvoir adjudicateur peut également adresser à/aux participants, des questions écrites destinées à leur faire clarifier ou préciser certains points de leur offre. Le/les participants sont tenus de transmettre leur réponse dans le délai et selon les modalités fixées par le pouvoir adjudicateur.

Il ne sera pas fait application de l'article R 2161.18 du CCP prévoyant une avec négociation en phases successives de manière à réduire le nombre d'offres à négocier

A l'issue des négociations, le/les candidats devront confirmer par mail les engagements/éléments avancés lors de la négociation et les offres finales seront analysées sur la base des critères initiaux de sélection.

Le résultat des négociations pourra faire l'objet d'une mise au point avec le candidat retenu avant la notification du marché en application de l'article R2152.13 du CCP. Le candidat retenu devra fournir en original les documents liés aux engagements/éléments avancés lors de la négociation.

Toutefois, au regard des offres reçues et de leur analyse détaillée et conformément à l'article R.2123.5 du Code de la Commande Publique le Pouvoir Adjudicateur se réserve également le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négocier (sous réserve qu'elles soient appropriées et qu'elles ne soient pas déclarées anormalement basses) ; Il est donc dans l'intérêt des candidats d'optimiser leur offre initiale. Le Rectorat attend donc des candidats leur meilleure proposition dès la remise des offres.

ARTICLE 8. REGULARITE DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE

8.1 Utilisation de la plateforme e-attestations après attribution du marché et en cours d'exécution



e-Attestations.com est une plateforme de collecte et de vérification des certificats et attestations requis au titre de la réglementation pour la signature des marchés et lors de leur exécution.

Le **Rectorat** met gratuitement à disposition la plateforme en ligne **e-Attestations.com** afin de sécuriser et simplifier les démarches administratives obligatoires.

L'utilisation d'**e-Attestations.com** est **gratuite** et permettra de déposer régulièrement, et en toute **sécurité**, les attestations et documents demandés par **le Rectorat** durant l'exécution de marchés.

Le principe est le suivant : la centralisation de vos documents administratifs sur une plateforme internet sécurisée.

La plateforme e-attestations permet aux entreprises de mutualiser la remise des documents justificatifs exigibles des attributaires de marché aux différents donneurs d'ordre utilisant ce site.

Cette démarche présente l'avantage de limiter les échanges administratifs lors de la notification et de l'exécution des marchés ; par ailleurs la plateforme garantit la confidentialité des documents déposés.

- si le candidat individuel ou un ou plusieurs membres du groupement attributaire sont déjà inscrits à **e-Attestations.com** : le candidat individuel ou chaque membre concerné recevra suite à l'attribution du marché la ou les pièces à compléter pour la mise à jour de son dossier sur **e-Attestations.com**
- si le candidat individuel ou un ou plusieurs membres du groupement attributaire ne sont pas encore inscrits à **e-Attestations.com** : le candidat individuel ou chaque membre concerné recevra suite à l'attribution du marché une invitation par email lui permettant de créer un compte sur la plateforme.

8.2 Autres documents à remettre après attribution

- le CCTP paraphé sur chaque feuillet et signé avec cachet commercial de la société en dernière page .
- le cas échéant, tout document complémentaire (mise au point notamment) demandé par le représentant du pouvoir adjudicateur.
- le cas échéant, l'acte d'engagement/CCAP et ses annexes, daté et signé
- le cas échéant, la/les déclaration(s) de sous-traitance complétée, datée(s) et signée(s).
- si non remis à l'offre : le/les RIB originaux avec libellé(s) en correspondance avec celui/ceux figurant à l'acte d'engagement

La production des pièces mentionnées ci avant ne devra pas excéder 10 jours calendaires à compter de la date d'accusé réception de la demande écrite transmise par les services du maître d'ouvrage. En cas d'incapacité à produire ces pièces son offre sera rejetée ; le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne sera sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

ARTICLE 9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

9.1 Renseignements techniques et administratifs

■ CONTACTS SERVICES DU MAITRE D'OUVRAGE : **Rectorat de Région Académique PACA**

Renseignements techniques : - **Pôle DRAPIE** du Rectorat de Nice

José PINEL chargé d'opération – tél. 04.93.53.70.52
jose.pinel@region-academique-paca.fr

attention : fermeture du Rectorat de NICE du 23 décembre 2024 au 03 janvier 2025 inclus

Renseignements administratifs : - **Pôle DRAPIE** du Rectorat d'Aix-Marseille

Laurence Massa, Bureau des Marchés - Tél. : 04 42 91 71 49
laurence.massa@region-academique-paca.fr

■ CONTACT MAITRE D'OEUVRE :

BET fluides N&B INGENIERIE
629 Chemin Saint Donat
06140 VENCE
Tel 0614977787
Mel : nicolas.bazingette@nbingenierie.com

9.2 Recours

Le présent marché est régi par le droit français. Les litiges nés à l'occasion de l'exécution du marché seront soumis au tribunal administratif de Marseille. *TA dans le ressort duquel la Région Académique PACA a son siège*

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Marseille - 31 rue Jean François LECA - 13002 MARSEILLE

Tél. : 04 91 13 48 30 - Fax : 04 91 81 13 87

E-mail : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Site internet <http://marseille.tribunal-administratif.fr/>

Organe chargé des procédures de médiation : Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des litiges en matière de Marché publics (CCIRAL)

Préfecture de Région PACA - Secrétariat Général pour les Affaires Générales –

Place Felix Baret - CS 80001 - 13282 Marseille cedex 6

Tél. : 04 84 35 45 54

Direction des affaires juridiques du Ministère de l'Éducation nationale_110 rue de Grenelle_75357 Paris SP 07_Accueil téléphonique Tél. : 01.55.55.10.10

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Greffe du Tribunal Administratif de Marseille

9.3 Information des candidats

L'attention du candidat est attirée sur le fait de l'obligation de fournir, dans l'acte d'engagement, une ou plusieurs adresses mail **valides** (secrétariat, personne responsable du suivi de l'offre ...). Dans l'éventualité où l'entreprise omettrait cette formalité, il ne pourra pas être reproché au pouvoir adjudicateur un manquement à ses obligations d'information.
